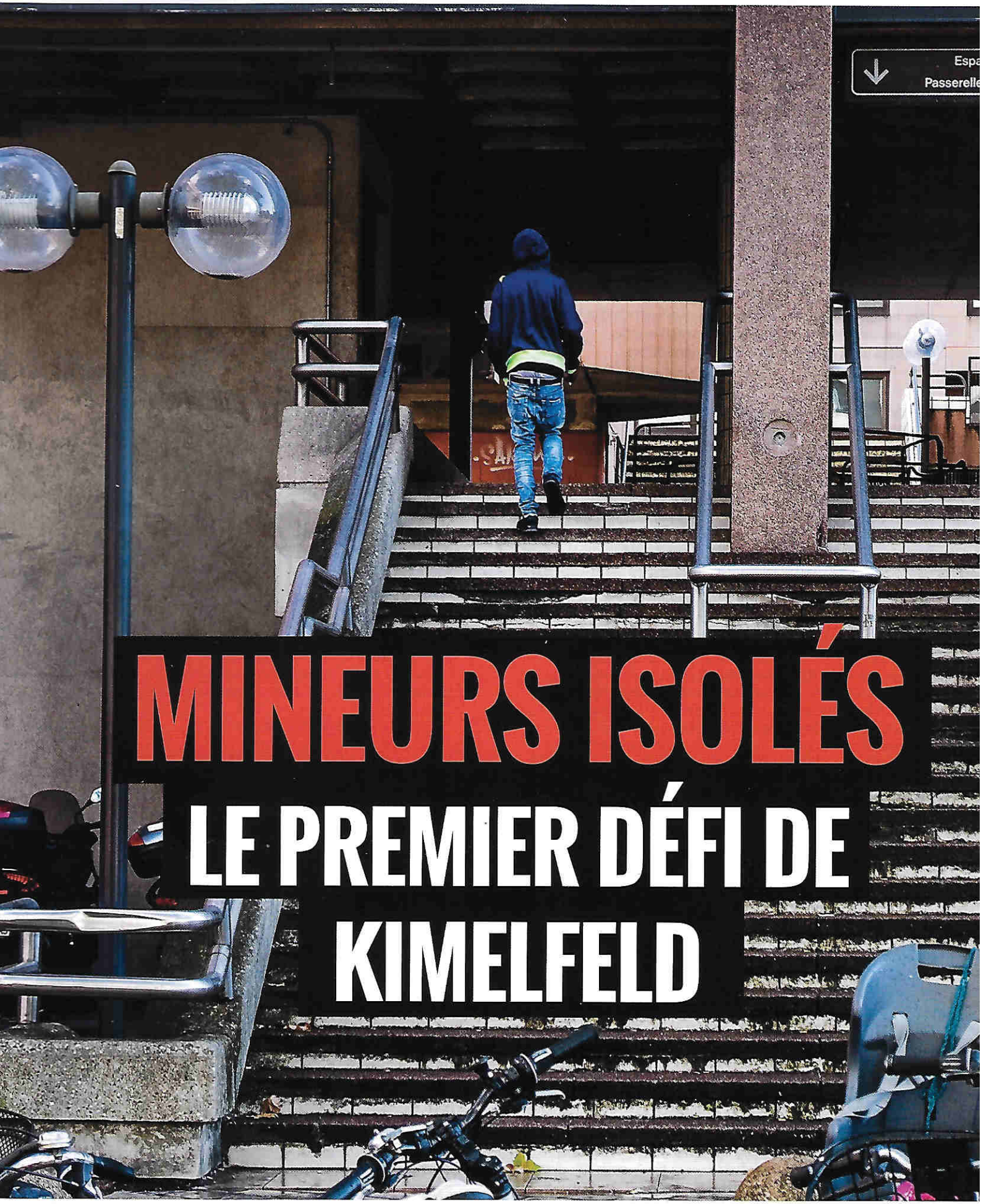


MINEURS ISOLÉS
LE PREMIER DÉFI DE KIMELFELD

© Tim Douet

À peine élu à la tête de la métropole, David Kimelfeld traite la question des mineurs non accompagnés comme sa première crise, à laquelle il entend apporter des solutions rapidement. Il est très attendu par le milieu associatif lyonnais, qui s'alarme d'une situation sans précédent, avec près d'un millier de jeunes arrivés en 2017 dans les rues lyonnaises.

Ils dorment pour la plupart sur ce qu'ils appellent "la plateforme", à la Part-Dieu : des matelas de fortune rassemblés avec les maigres biens qu'ils possèdent. Le soir ils sont une centaine, mineurs et jeunes majeurs, à s'y réunir. Mais on en trouve aussi désormais dans la plupart des parcs et squares de la ville. Beaucoup avouent ne pas dormir, trop effrayés pour oser fermer l'œil. *"Je préfère marcher, ou m'asseoir, mais je ne dors pas. J'ai trop peur qu'on me pique mes affaires si je ferme les yeux"*, raconte ainsi Ousmane*, jeune Guinéen de 17 ans. *"Là je pense qu'on peut parler d'une mise en danger"*, s'indigne Fiamettah, psychologue, bénévole aux permanences d'Accueil Mineurs isolés étrangers (l'AMIE) à la Croix-Rousse. *"Il y a certainement des drogues fortes qui circulent là-bas. Les jeunes y sont exposés, et ce ne sont que des enfants ! C'est dangereux pour eux. Ils en souffrent, ils s'affaiblissent. Dormir à la rue les traumatise davantage qu'ils ne le sont déjà*, constate la jeune psychologue. *Ceux qui arrivent traumatisés de leur voyage le sont encore plus par la vie dans la rue. Et ça ne semble pas inquiéter la métropole."* Comme *Lyon Capitale* l'avait déjà constaté le mois dernier, d'importants réseaux d'"accueillants" se mettent en œuvre autour de ces jeunes. Même si cela reste très loin d'être suffisant pour les mettre tous à l'abri, la mobilisation prend de l'ampleur. *"Sur des rassemblements, des manifestations, j'interroge des gens et je leur demande s'ils peuvent héberger*

un jeune quelque temps. Parfois je trouve. J'ai l'impression que les gens commencent à se rendre compte de l'urgence de la situation", estime Françoise Leclerc, membre du réseau Éducation sans frontières (RESF).

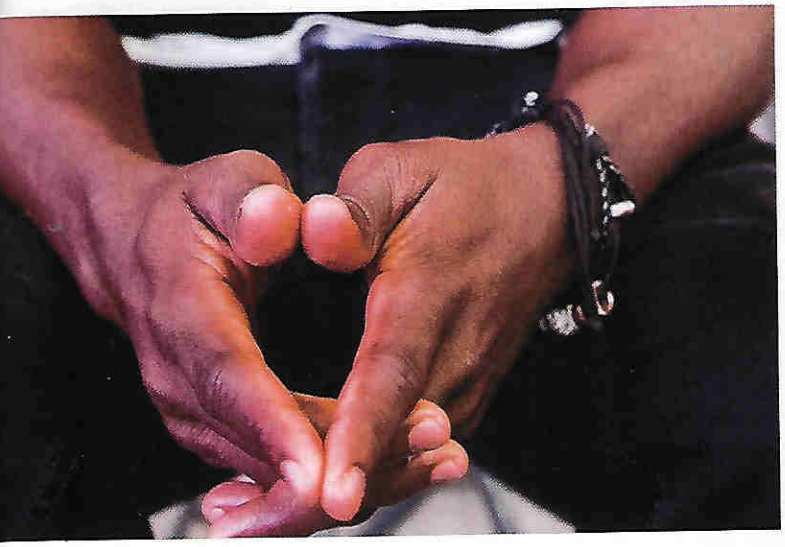
La métropole consciente des "dysfonctionnements"

La métropole a conscience de cette situation de crise. D'après ses estimations, 900 à 950 jeunes étrangers seront arrivés en 2017 dans l'agglomération, alors qu'ils étaient 349 en 2014 et 613 en 2016. Depuis juin, elle ne parvient plus à faire face. "*Auparavant, le délai d'instruction, entre le moment où un mineur nous était présenté et le moment où il était reçu pour un entretien, était de 48 heures. On est aujourd'hui à trois semaines*", reconnaît David Kimelfeld, qui s'est rendu personnellement à la Méomie, le service de la métropole chargé de la prise en charge des mineurs étrangers isolés. "*Je comprends tout à fait les réactions de colère, mais c'est faux de dire que la métropole ne s'en préoccupe pas. C'est le président qui s'en occupe, je n'ai pas délégué cette tâche à je ne sais quel vice-président*", s'agace-t-il, répondant indirectement à notre éditorial de septembre**. Si Gérard Collomb ne manifestait que peu d'intérêt pour les questions sociales, de l'avis des associations comme de l'opposition de gauche, le nouveau président de la métropole est bien plus impliqué sur le dossier des mineurs isolés que son prédécesseur. Et bien plus à l'écoute. "*Vous me direz, ça ne coûte pas cher, l'écoute, mais je souhaite que l'on trouve des solutions rapidement*", ajoute-t-il, "*pleinement conscient de la difficulté et des dysfonctionnements*" qui se font sentir, "*surtout depuis juin*" : "*Avant mon arrivée, ils avaient renforcé les effectifs de trois personnes à la Méomie. On sent bien que ce n'est pas suffisant, il faut qu'on trouve d'autres solutions.*" D'autant que cette crise "*vient ankyloser tous les dispositifs de protection de l'enfance, pour les "droit commun" pour ainsi dire. Tous les jours, nous sommes alertés pour mettre à l'abri deux ou trois enfants de familles différentes de la métropole, et aujourd'hui c'est compliqué*".

Forum Réfugiés pour résoudre la crise ?

Alors qu'un plan gouvernemental est annoncé avant l'hiver, David Kimelfeld espère des solutions lyonnaises courant octobre. Sa piste privilégiée, c'est de s'appuyer sur les associations : "*Ce n'est pas un secret, on travaille avec Forum Réfugiés. L'idée serait qu'ils prennent en charge le premier entretien, même si cela resterait sous la responsabilité de la métropole. Ils se sont dits intéressés par la proposition, mais je reste prudent, car ce n'est pas encore validé par leur conseil d'administration. De la même façon, on discute avec Habitat & Humanisme sur l'hébergement ; on sait bien que tout seuls on n'y arrivera pas.*" Le président du Grand Lyon a par ailleurs saisi le préfet, pour mobiliser les autres départements de la région : "*Il m'a dit qu'il nous réunirait prochainement. Le problème est*

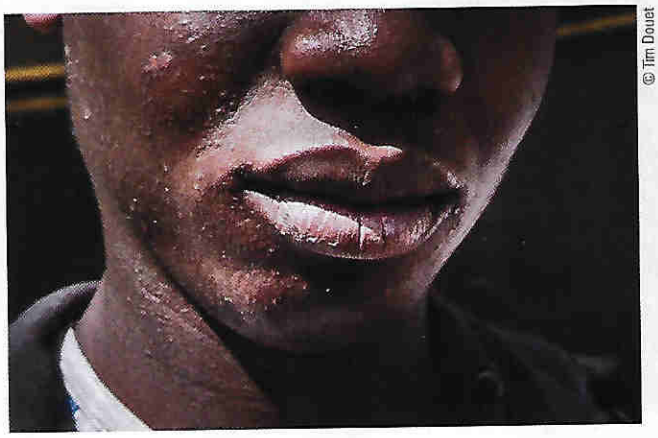
Portraits



Boubacar – 16 ans, Guinée

"Ma mère me manque, je ne sais pas si elle est encore en vie"

"*Je n'ai jamais pu aller à l'école. Je voulais, mais je ne sais même pas à quoi ça ressemble.*" Dès son plus jeune âge, en Guinée, Boubacar a subi les violences de son beau-père. Son calvaire prend fin lorsqu'un voisin décide de l'emmener jusqu'en Europe. Boubacar n'a que 14 ans quand il laisse sa mère, malade. "*On était très nombreux, assis les uns sur les autres. Je ne mangeais presque rien, des biscuits que mon voisin avait achetés et de l'eau, quand on pouvait en avoir.*" Toutes les deux heures, le camion est arrêté par des milices armées qui réclament de l'argent. "*Ceux qui pouvaient payer restaient dans le camion, les autres devaient descendre, je ne sais pas ce qui leur est arrivé.*" Boubacar et son voisin restent trois mois dans les rues en Algérie, avant de repartir pour la Libye, où ils sont immédiatement jetés en prison. "*J'ai été séparé de mon voisin. Je ne l'ai jamais revu.*" Avec un seul repas par jour, le jeune Guinéen finit par tomber malade. Pris en pitié par un garde, Boubacar est soigné puis amené en bord de mer pour un départ en Italie. Entassés sur un bateau, ils sont une centaine d'Africains à atteindre l'Italie. Boubacar rejoint Lyon en train. En attendant son premier rendez-vous à la Méomie, il dort à la Part-Dieu en pensant à sa mère. "*Elle me manque, je ne sais pas si elle est encore en vie.*"



© Tim Douet

Souleymane – 16 ans, Côte d'Ivoire

"Je ne voyais plus mes parents, je ne sais pas où ils sont aujourd'hui"

En 2015, Souleymane a suivi ses parents qui fuyaient la Côte d'Ivoire. De voiture en voiture, sa famille et lui ont atteint l'Algérie, où ils ont été séparés. "*On nous a arrêtés pour nous envoyer dans un camp. Je ne voyais plus mes parents. J'ai crié pour les appeler, mais un homme m'a cassé le bras pour que je me taise.*" Souleymane reste un an et demi en Algérie, avant de s'échapper pour le bord de mer libyen. Il ne se souvient plus de sa traversée parce qu'il a fait un malaise à cause de la chaleur. Arrivé à Lyon par le train il y a une semaine lorsqu'on le rencontre, il n'a pas encore vu la Méomie, trop occupé à essayer de joindre ses parents dont il n'a pas de nouvelles.

national : les trois premiers départements impactés, c'est Paris, la Seine-Saint-Denis et la métropole de Lyon."

La préfecture et la métropole se renvoient la balle

En attendant que son conseil d'administration se prononce, Forum Réfugiés ne s'est pas exprimé sur le sujet. Mais faire appel à cette association aurait le grand mérite de dénouer une des problématiques clés de ce dossier : les jeunes qui se présentent sont-ils réellement mineurs ? Mineurs, la loi prévoit leur mise à l'abri immédiate et leur accompagnement (encadrement, scolarisation…). Majeurs, ils peuvent faire une demande d'asile et être pris en charge dans les dispositifs existants en la matière. À défaut, ils seront convoqués par la Police aux frontières (PAF) et feront l'objet d'une obligation de quitter le territoire. Pour les bénévoles qui se mobilisent en leur faveur, et les hébergent parfois, cela fait rarement la différence : 17 ans et demi ou 18 ans et un jour, c'est la même détresse, les mêmes traumatismes du voyage, la même humanité. Pour l'Administration, c'est une autre histoire. Mineurs, ils relèvent de la seule métropole, comme vient de le rappeler le préfet à David Kimelfeld qui sollicitait un coup de pouce.

Certes, mais qu'en est-il de ceux dont on ne sait trop dire s'ils sont mineurs ou majeurs ? Aujourd'hui, la préfecture et la métropole se renvoient la balle et les laissent à la rue. *"On ne va pas raconter d'histoires et dire que l'on va réussir à s'occuper de tout le monde, que ce sera formidable"*, assume David Kimelfeld, qui n'envisage pas de prendre en charge les jeunes dont la minorité est mise en doute par ses services. *"Pour eux, il faut poser la question au préfet. L'obligation légale pour la métropole porte sur les mineurs non accompagnés. Déjà, nous ne parvenons pas à y répondre correctement, et nous devons y remédier. On ne peut pas tout faire porter à la métropole"*, énonce-t-il. La réponse de la préfecture est tout aussi définitive : *"Ce n'est pas un sujet qu'on balaye, la preuve c'est qu'on fait des réunions avec la métropole pour essayer de trouver des solutions. Mais, selon la loi, s'ils font appel à la décision d'un juge, ils restent mineurs. Et les mineurs isolés étrangers relèvent de la compétence du département ou de la métropole. Il est hors de question de créer un*

D'où viennent-ils ?

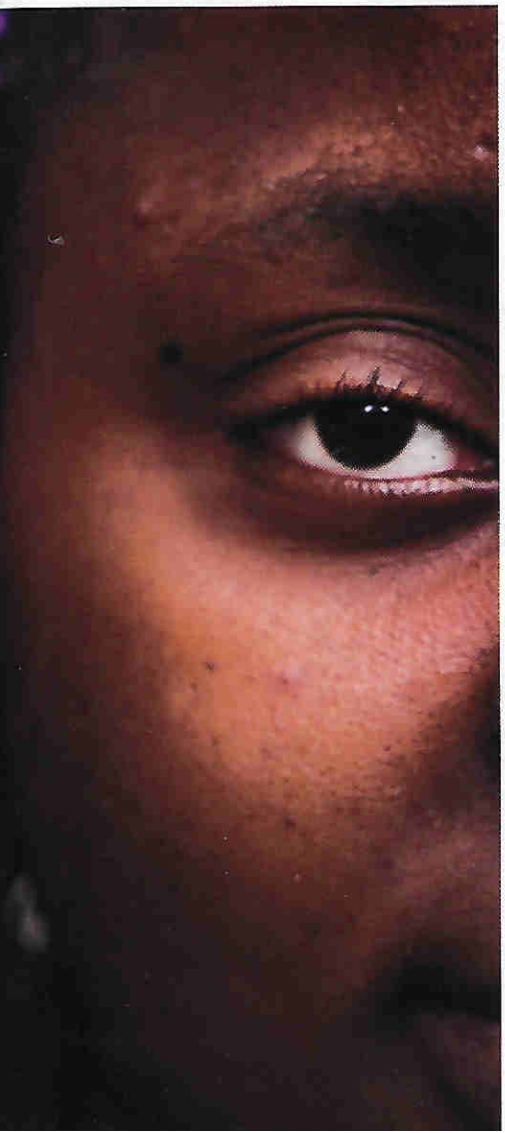
(Pris en charge)

Guinée	222 (94)
Côte d'Ivoire	112 (58)
Albanie	69 (65)
Algérie	66 (39)

Ce sont les quatre principaux pays d'origine des 677 jeunes évalués par la métropole depuis le début de l'année.

Quel âge ont-ils ?

14 ans ou moins	28 (24)
15 ans	106 (60)
16 ans et plus	543 (279)



Davila – 15 ans, Congo

"Je n'ai jamais revu celle qui devait s'occuper de moi"

Davila a vécu une enfance heureuse où elle pouvait aller à l'école, jusqu'à ce que son beau-père perde son emploi. Elle a 14 ans quand l'escalade de la violence débute. Maltraitance, insultes, Davila et ses sœurs sont traitées de sorcières et elles subissent l'exorcisme d'un pasteur plusieurs semaines durant. *"Il nous brûlait et nous faisait vomir pour extraire les mauvaises âmes de notre corps."* Mortes de honte, elles fuient dans les rues de Kinshasa, où Davila est recueillie par un oncle qui la met en contact avec une Congolaise qui vit en France, qui devait la prendre en charge à son arrivée à Lyon. *"On a voyagé en avion jusqu'à Paris, puis en train. Mais, une fois à Lyon, elle a changé d'avis. Elle m'a dit d'aller à la Méomie. Elle m'a déposé devant, et je ne l'ai plus jamais revue."* Refusée sans qu'elle en comprenne la raison, elle a trouvé refuge auprès d'une avocate qui s'est organisée pour lui trouver un logement. Aujourd'hui, Davila rêve de retourner à l'école pour passer son CAP Petite Enfance et trouver un emploi rapidement.

Samuel – 17 ans, Guinée

"Je peux dire que j'ai été bien accueilli par les bénévoles, pas par la Méomie"

À 16 ans, Samuel a laissé derrière lui sa mère et sa petite sœur pour fuir les menaces de sorcellerie de son beau-père. Privé d'école, lui qui rêve d'étudier quitte la Guinée pour le Burkina Faso. Avec des amis, ils visent l'Algérie, pour trouver du travail. Mais, alors qu'ils sont dans le désert, un accident de voiture survient et Samuel perd un de ses amis. *"Une autre voiture est venue chercher les survivants, mais elle allait en Libye, plus en Algérie."* Et les autres ? *"Ceux qui étaient trop blessés pour voyager, on les a laissés dans le désert. Je n'ai pas voulu regarder combien ils étaient."* En Libye, Samuel craint pour sa vie. *"Tuer un Noir, là-bas, c'est comme tuer un poulet sur le marché."* Chaque jour, il assiste à la mort d'autres migrants, sous les pulsions des gardes libyens qui se défoulent. Il réussit à trouver une traversée où il reste de la place. *"Ce n'était pas un bateau, mais un caoutchouc gonflable. On était 150 personnes alors que le bateau pouvait en accueillir 60."* Une fois en Italie, Samuel fraude le train jusqu'à Lyon, où il rencontre la Méomie, qui lui fait remarquer qu'il n'y a pas de photo sur son extrait de naissance. *"La Côte d'Ivoire est une ancienne colonie française, elle fait tout comme la France !"* répond-il. Grâce à la permanence, Samuel a obtenu une décision favorable du juge des enfants. Aujourd'hui logé à l'hôtel et scolarisé, il suit une seconde professionnelle pour apprendre les métiers du soin à la personne. *"Je peux dire que j'ai été bien accueilli par les bénévoles, pas par la Méomie."*

précédent ou des choses à mi-chemin entre mineur et majeur. La loi ne le prévoit pas, et ce n'est pas à nous de le faire."

"Ce n'est pas une question de budget"

C'est dans cet entre-deux que l'on trouve les situations les plus précaires. Le nombre de jeunes qui, comme Mahmoud, ont été déclarés majeurs par la Méomie avant que cela soit démenti par un juge suffit à démontrer que les méthodes d'évaluation sont loin d'être infaillibles. À voir les statistiques, les bénévoles sont d'ailleurs convaincus que les travailleurs sociaux de la métropole appliquent des règles arbitraires, en fonction des places disponibles. David Kimelfeld le dément fermement : *"Si je suis allé les voir personnellement, c'est aussi pour démentir avec force cette idée qu'ils auraient l'instruction de serrer les vis. Ils ont des procédures pour mener leurs entretiens et déterminer si les jeunes sont mineurs ou pas ; ils le font avec leur éthique, sans pression de la métropole."*

"Il faut se mettre autour de la table. Car la métropole n'y arrivera pas toute seule"
David Kimelfeld

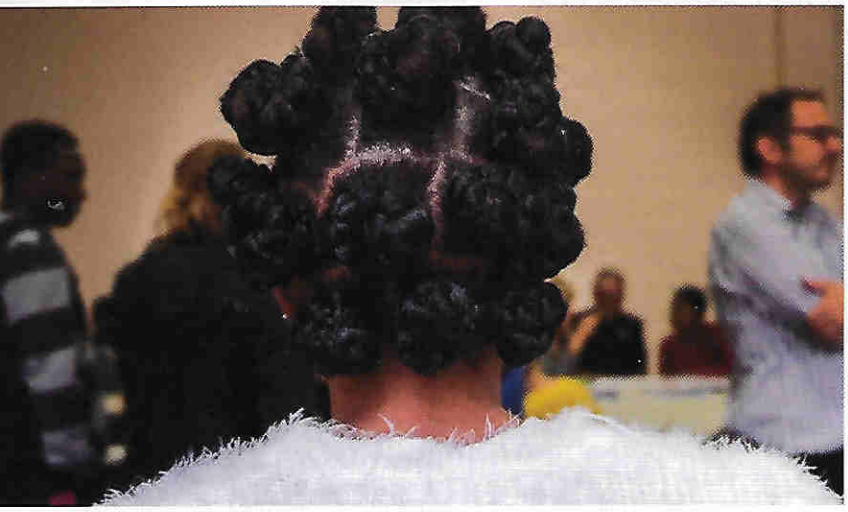
Si tous les mineurs ne sont pas aujourd'hui hébergés, *"ce n'est pas une question de budget,* assure le président métropolitain. *Il n'y a plus de places ! Tous les matins, deux travailleurs sociaux font le tour des hôtels."*

À leur décharge, les jeunes ne disent pas toujours la vérité. Ainsi, Abimbola, autour duquel tout un réseau de solidarité s'est organisé cet été pour ne pas le laisser à la rue, a reconnu après avoir été refusé par la Méomie qu'il avait en réalité 21 ans et non 17 comme il l'avait prétendu. C'est quand ses bienfaiteurs ont commencé à s'organiser pour récupérer ses papiers au Cameroun qu'il a préféré couper court au mensonge. *"On ne peut pas lui en vouloir. Il reste malgré tout un enfant à qui on a dit de mentir pour avoir plus de chance. Et son voyage reste horrible, ce qu'il a vécu ne change pas en fonction de son âge"*, assume Laurence, qui l'a hébergé chez elle et ne se voit pas le mettre à la rue pour autant. Elle l'aidera à faire une demande d'asile, et refuse de l'inciter à mentir : *"On ne peut pas consentir à engorger les services d'aide à l'enfance, qui le sont déjà avec de vrais mineurs."* Mais le cas inverse est aussi très fréquent. Lors de leur arrivée en Italie, beaucoup de mineurs se disent adultes pour pouvoir poursuivre leur périple. Une information qui remonte ensuite à la Police aux frontières, qui peut ainsi convoquer – avec tout le stress que cela représente – un mineur pourtant pris en charge par la Méomie.

"On vit en Absurdie"

Seule habilitée à vérifier l'authenticité de papiers d'identité, la PAF est d'ailleurs

Portraits



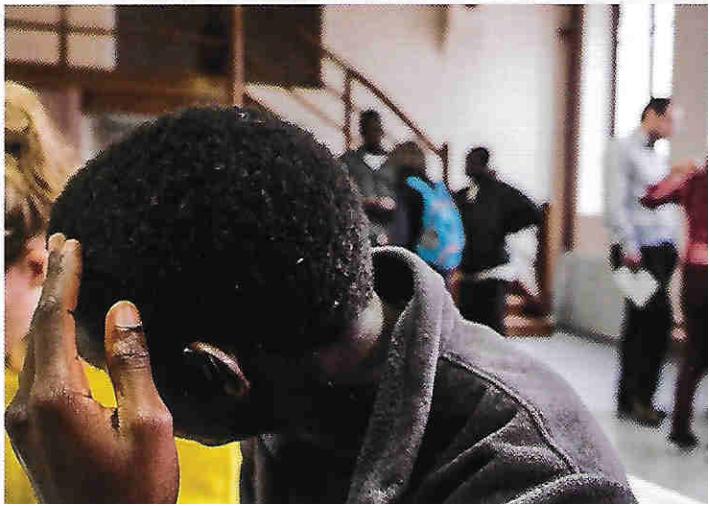
© Tim Douet

Promise – 16 ans, Nigeria
"J'ai été battue, violée et brûlée, mais j'ai pu m'échapper"

Promise a perdu sa famille dans les attaques terroristes de Boko Haram au Nigeria. Confiée par son oncle à une coiffeuse, elle apprend le métier en pleine période de pénurie alimentaire, jusqu'à l'intervention d'autres terroristes qui l'enlèvent. Promise se retrouve avec d'autres jeunes filles dans un lieu qu'elle ne connaît pas. *"Ils nous battaient tout le temps. Presque tous les jours, j'ai été violée, battue, brûlée. On pleurait, on leur demandait d'arrêter, mais ça ne changeait rien. C'était tous les jours pareil."* Plusieurs mois durant, elle a été une des souffre-douleur des islamistes, avant de réussir à s'échapper par la fenêtre. À bout de force, elle trouve un hôpital qui la soigne, mais décide de quitter l'Afrique pour l'Europe. Elle contacte son oncle pour obtenir son extrait de naissance et décide de traverser le Niger et la Libye pour rejoindre l'Italie. Exténuée, Promise supplie un homme de lui payer un billet de train pour Lyon. À peine arrivée, elle est envoyée devant la Méomie par des policiers. Elle trouve porte close. *"Je me suis retrouvée à la rue, avec rien. J'ai perdu mon extrait de naissance sur le trajet, et je ne savais pas où aller. J'ai rencontré un jeune qui m'a dit d'aller au Secours Catholique."* Elle attend la réponse du juge des enfants et le résultat de ses prises de sang.

Ousmane – 15 ans, Côte d'Ivoire
"Je ne savais pas que j'allais quitter le pays"

Embrigadé par son patron véreux, Ousmane doit quitter la Côte d'Ivoire à 14 ans. *"Je ne suis jamais revenu, je ne savais pas que j'allais quitter le pays."* Le jeune mineur suit son patron et subit les violences des passeurs rencontrés sur la route. Il n'a su qu'il irait en France qu'une fois à la frontière libyenne. Aujourd'hui sans nouvelles de sa famille, Ousmane n'a pas eu le choix de son départ. Quand son patron décide de s'installer à Lyon, Ousmane ne sait pas qu'il va être une nouvelle fois trahi. *"Il m'a dit de l'attendre le temps qu'il aille chercher son ami. Mais il n'est jamais revenu."*



© Tim Douet

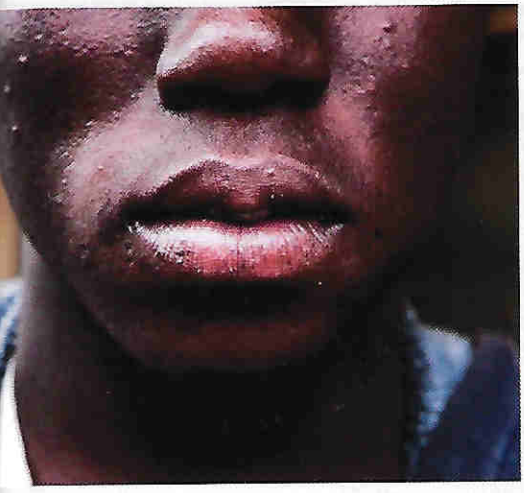
informée dès lors que la Méomie émet un doute sur la minorité d'un jeune. *"Les jeunes sont de plus en plus nombreux à être convoqués au centre de rétention administrative (CRA). Tout devient alors très compliqué, car on n'a que peu de temps pour faire venir les papiers des jeunes, d'autant plus s'ils ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF), généralement effective dans les jours qui suivent"*, s'indigne l'avocate Florence Alligier, qui dénonce la *"mauvaise foi absurde"* de l'Administration lorsqu'il s'agit de déterminer l'âge des jeunes. *"Comment des personnes instruites et averties peuvent-elles se borner autant ? On parle d'enfants fragiles et traumatisés, qui sont perdus dans une administration complexe qui les dépasse."* D'autant que ces enquêtes peuvent remettre en cause des jugements pris par le juge pour enfants. Ancien magistrat, François-Régis Lacroix s'est occupé du cas d'un jeune Ivoirien, pris en charge par la Méomie après une décision de justice et pourtant convoqué par la PAF : *"Lors de son premier entretien, la Méomie a émis un doute, elle a donc prévenu la PAF. Entretemps, nous avons fait authentifier ses papiers en Côte d'Ivoire, et nous lui avons obtenu un passeport, que nous avons transmis à la Méomie. Il ne risque plus rien. Mais la PAF a tout de même enquêté sur son cas. Ils ont été surpris de le voir arriver avec son passeport. Ils ne savaient même pas qu'il en avait un. Il leur arrive donc de travailler pour rien. Parfois, j'ai l'impression que nous vivons en Absurdie…"*

Leur garantir au moins une formation

Pour les bénévoles qui se mobilisent, le principal enjeu est d'assurer une formation à ces jeunes. Histoire d'abord d'augmenter leurs chances d'obtenir une régularisation. Et, à défaut, qu'ils aient au moins un diplôme et des compétences s'ils doivent un jour être renvoyés dans leur pays. Mais, là aussi débordée, la Méomie ne parvient pas à répondre à ses obligations et l'intervention de bénévoles est souvent décisive. *"Parfois, les jeunes sont refusés en premier lieu parce que ceux qui les reçoivent au collège ou au lycée ne sont pas au courant de leur situation. Mais, si on discute avec les bonnes personnes, on se rend compte que ne pas avoir de papiers ce n'est pas ce qui arrête les chefs d'établissement"*, explique ainsi Yves, ancien CPE, bénévole à l'AMIE. *"Il y a des défaillances, tout le volet accompagnement des jeunes que nous prenons en charge, leur scolarité…*, reconnaît encore David Kimelfeld. *Là aussi, il faut se mettre autour de la table. Car la métropole n'y arrivera pas toute seule."* C'est tout l'enjeu des prochaines semaines pour le nouveau président du Grand Lyon, qui bénéficie pour l'instant d'un a priori favorable de la plupart des acteurs que nous avons pu rencontrer. À condition bien sûr qu'il parvienne à dégager des solutions.

/// ROMANE GUIGUE ET RAPHAËL RUFFIER-FOSSOUL

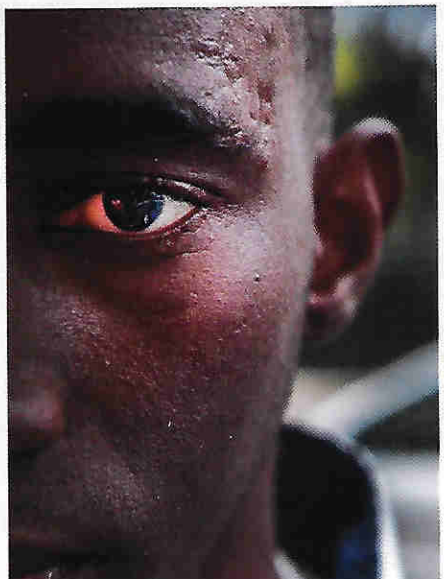
* Tous les prénoms ont été modifiés
** "Est-ce qu'on laisse des enfants seuls à la rue ?" (*Lyon Capitale* n° 769, septembre 2017).



Kouassi – 16 ans, Côte d'Ivoire

"Je n'ai pas de nouvelles de ma famille"

"Mon père a disparu pendant la crise en Côte d'Ivoire. Un jour des hommes armés sont venus à la maison réclamer une dette, ma mère leur a dit qu'elle n'avait pas de nouvelles de lui. Ils sont revenus un soir et ils ont tiré. Avec mon petit frère, on a fui par la fenêtre. Chacun est parti de son côté, je n'ai plus de nouvelles d'eux." Terrorisé, Kouassi fuit au Niger à l'aide d'amis, puis il est pris en pitié par une femme qui l'aide à faire son périple. Arrivé le 9 septembre à Lyon, il attendait encore un rendez-vous à la Méomie lorsque nous l'avons rencontré.



© Tim Douet

Loucény – 16 ans, Guinée

"Je veux étudier !"

"Mon père est mort en 2002. Je voulais étudier après le collège, mais on n'avait plus d'argent. Alors un oncle m'a obligé à aller dans une école coranique au Mali." Très vite, Loucény ne le supporte pas : *"Les professeurs ne nous apprenaient rien, ils nous demandaient d'aller mendier pour eux, moi je veux étudier !"* Il fuit en Libye, où il travaille six mois pour payer son passage en Italie. Pris en charge trois mois dans un camp de la Croix-Rouge près de Turin, il file de nouveau. *"On n'étudiait pas là-bas, mon pays de rêve, c'était la France."* Arrivé à Lyon, il attend dans la rue son rendez-vous à la Méomie.

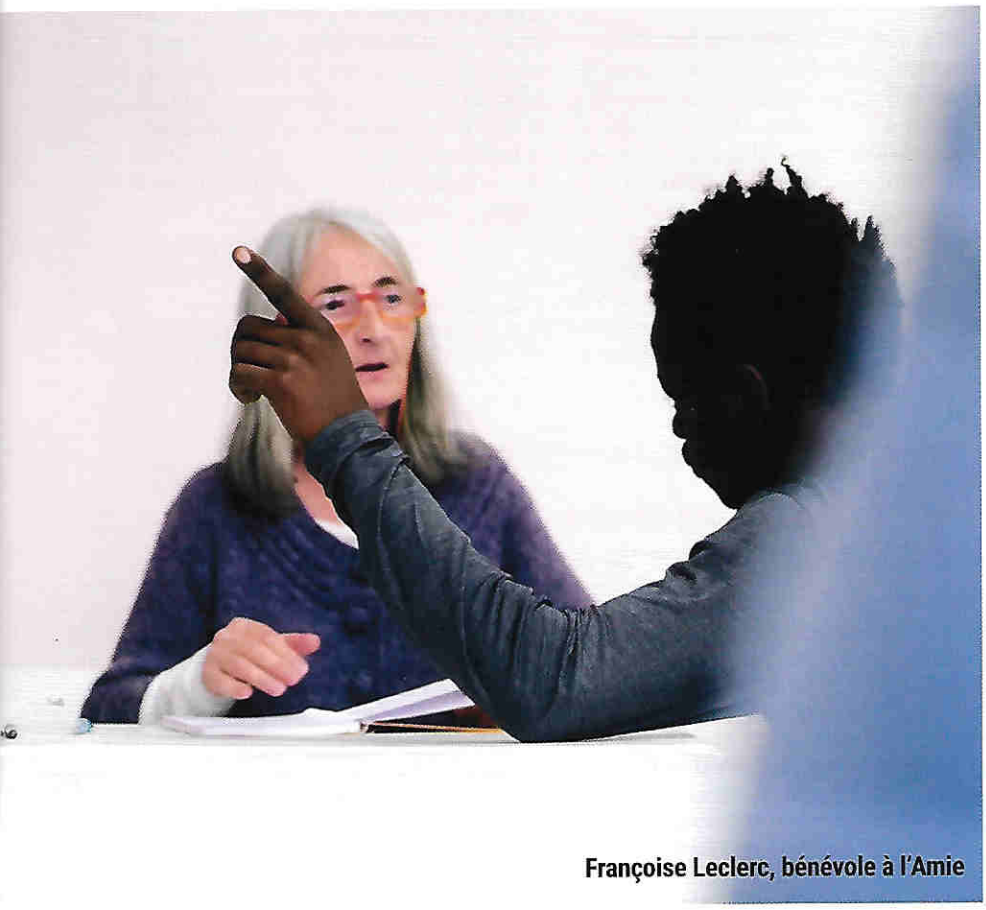
Issac – 15 ans, Guinée

À la rue avec son sac d'antibiotiques

Sa mère, veuve, vendait des bananes au marché, avant de tomber malade. Fils aîné, ses petites sœurs n'ayant pas toujours à manger, Issac décide de partir. Après un voyage épique, il arrive en Europe avec notamment une grosse gonfle sous le bras, séquelle d'un passage à tabac dans le Sahara. Opéré dès son arrivée à Lyon mi-septembre, il sort le lendemain avec son sac d'antibiotiques et espère une prise en charge par la Méomie… qui lui donne rendez-vous le 4 octobre. Quand on l'a rencontré, il cherchait un lieu à l'abri de la pluie pour ne pas mouiller ses pansements.

"Simplement faire preuve d'humanité"

Face à l'arrivée massive de mineurs étrangers obligés de dormir dans la rue, plusieurs réseaux se mettent en place pour trouver des hébergements d'urgence. Familles, retraités ou personnes seules, leurs profils sont divers mais tous tentent d'agir, révoltés de constater que des enfants sont livrés à eux-mêmes dans les rues de Lyon.



Françoise Leclerc, bénévole à l'Amie

Au milieu de sa cuisine, Claire raconte comment elle et son mari Antoine ont décidé d'accueillir dans leur foyer des personnes vivant dans la rue : *"On a une chambre vide alors que d'autres vivent dehors, pour moi ce sont comme des Lego qui s'emboîtent, c'est logique !"* Parents de deux enfants dont l'aîné a quitté la maison, c'est par hasard qu'ils sont entrés en contact avec l'association Welcome, un réseau lancé par le Service jésuite des réfugiés en 2009. Welcome met en relation des familles grâce à un coordinateur qui accompagne les accueillants dans leur démarche. *"On échange beaucoup entre bénévoles, mais aussi avec les jeunes qu'on héberge. On ne peut pas se voiler la face et faire comme si tout allait bien pour eux"*, explique Claire. Pour ce couple, il est impensable de laisser des gens dormir dehors alors qu'ils ont la capacité de les héberger, et s'ils agissent au cœur d'un réseau associatif, c'est avant tout leurs convictions personnelles qui les poussent à agir.

Une figure de parent

À 63 ans, Christine est elle aussi citoyenne avant tout. *"Une amie qui est membre de RESF m'a parlé d'un jeune qui n'avait nulle part où aller. Je n'ai pas pu refuser de le dépanner. Au départ, il devait rester un mois, mais ça a duré bien plus longtemps que prévu"*, raconte-t-elle, amusée. *"Quand on voit ces enfants qui dorment en T-shirt dans la rue, c'est impossible de passer outre et de rentrer chez soi l'air de rien. La situation est révoltante."* Christine, qui vivait seule, a dû réapprendre à vivre avec quelqu'un, mais les choses se sont faites tout naturellement : *"Héberger un jeune, c'est se retrouver en quelque sorte dans une situation de parent. Forcément, je me suis attachée."* La retraitée connaît bien Françoise Leclerc, bénévole du réseau Éducation sans frontières (RESF). Une aide précieuse pour les démarches administratives à suivre pour accompagner les jeunes mineurs. Car, comme Françoise le souligne, *"accueillir des migrants, c'est une chose, accueillir des jeunes, c'en est une autre. Il faut être plus présent, pour les soutenir moralement, mais aussi dans leurs démarches"*.

"Christine, qui vivait seule, a dû réapprendre à vivre avec quelqu'un"

Aider, c'est aussi se faire aider

C'est dans cette optique que Joris Darphin a fondé l'association L'Ouvre-Porte, qui depuis quelque temps est confrontée aux problèmes des mineurs isolés. *"On travaille avec plusieurs associations qui prennent contact avec nous pour des mineurs."* L'Ouvre-Porte fonctionne sur le principe de plusieurs accueillants qui tour à tour hébergent un jeune. *"C'est important qu'on soit plusieurs, ça nous permet d'avoir une vision transversale par rapport à d'autres associations. Travailler ensemble pour tenter de changer les choses"*, explique Joris. Un point que souligne Nathalie, accueillante via le réseau L'Ouvre-Porte : *"On estime que c'est essentiel de ne pas se lancer seul dans l'hébergement. C'est capital de savoir se préserver, pour pouvoir renouveler l'expérience. Et si on ne peut pas ouvrir sa maison pour le moment, on peut toujours aider autrement."*

Les initiatives citoyennes et associatives émergent, le bouche-à-oreille fonctionne et les bénévoles constatent que certains Lyonnais jusqu'alors discrets s'insèrent dans les réseaux d'hébergement. Pour Claire, ce geste *"n'est pas admirable, c'est simplement faire preuve d'humanité"*.

/// ROMANE GUIGUE

© Charlotte Santana

Claire et Antoine ont accueilli Landry, un jeune Camerounais

Claire, Antoine et Landry
Un jeune majeur qui malgré tout "reste un enfant"

Mariée et mère de deux enfants, Claire ne se sent pas exceptionnelle : *"Il me semble que c'est de l'humanité de base."* Cela fait maintenant environ un mois que Landry, un jeune Camerounais de 21 ans, partage leur vie. Pendant quelques jours, Landry vit chez Claire, Antoine et leur fille d'une vingtaine d'années. Le reste du temps, il s'installe dans d'autres familles. *"On est plusieurs à agir pour Landry, et je pense que c'est bien qu'on puisse échanger sur ce qu'on doit faire."* La cinquantenaire professeure des écoles essaie de lui offrir le plus de confort possible, en donnant ses limites : *"C'est important de savoir dire stop, pour nous, comme pour eux. On ne veut pas tomber dans des habitudes qui pourraient desservir les personnes qu'on héberge. Il faut que chacun soit conscient que cet accueil est provisoire, et qu'ils ne sont pas là comme à l'hôtel."* Landry en a bien conscience et, comme tous les membres de la famille, il participe aux tâches de la maison. *"Parfois, il nous fait des plats camerounais, mais on est obligé de le freiner sur les piments, sinon c'est trop fort !"* raconte Claire sous le regard amusé de Landry. Pour Antoine aussi, héberger un jeune est une évidence. *"Je suis quand même étonné de voir que ni la paroissienne ni le prêtre qui nous ont présenté Landry ne se sont proposés pour l'accueillir chez eux."* Un constat qui le dépasse quand il pense à la richesse que procure l'expérience. *"Évidemment qu'on l'héberge de bon cœur, mais on n'hésite pas aussi à lui expliquer que vivre en France, ce n'est pas toujours aussi idyllique que ce qu'on a pu lui raconter"*, ajoute Antoine.

Frédérique, Yves & Samba
"Comment ne pas faire de son mieux ?"

Retraitée active dans la vie associative, Frédérique a connu l'AMIE par un proche. Très vite, s'investir pour les jeunes mineurs isolés lui semble évident : *"Pouvoir les rencontrer, les suivre quotidiennement et travailler avec d'autres bénévoles pour une cause aussi importante, ça m'a semblé indispensable."* Avec son mari, ils n'ont pas hésité à faire leur possible pour améliorer le quotidien des jeunes : *"On a une maison de campagne en Savoie, alors, quand on a emmené nos petits-enfants en vacances, on a aussi emmené des jeunes. Ça s'est très bien passé avec nos petits-enfants, ils ont joué ensemble pendant deux semaines."* Yves rit en se remémorant un épisode de ces vacances : *"On les a même emmenés faire de l'accrobranche."* Samba raconte : *"J'ai eu peur, mais je n'avais plus le choix, il fallait que je me jette dans le vide."* Pour l'instant, Frédérique et Yves n'ont pas la place d'accueillir un jeune à long terme, mais ils continueront de proposer leur hospitalité autant que possible. *"Quand on voit comme ils se comportent et comme ils sont plus sereins quand on s'occupe d'eux, comment ne pas faire de son mieux ?"* constate Frédérique pendant que Samba s'affaire à débarrasser la table.

© Charlotte Santana

Frédérique, retraitée, à table avec Samba qui est arrivé de Guinée

Nathalie et Gright
"Pour moi, la Méomie, c'est du gâchis"

Comme elle vit à l'extérieur de Lyon, Nathalie avait l'impression de ne pas être directement confrontée aux problèmes des jeunes laissés à la rue : *"Je culpabilisais de ne rien faire pour eux. Maintenant que je suis accueillante, je me sens plus en phase avec mes convictions."* Grâce au collectif L'Ouvre-Porte, elle a pu héberger Gright avant qu'il ne soit pris en charge par la Méomie. *"Sans nous, Gright n'aurait jamais intégré l'école, pour moi la Méomie c'est du gâchis. C'est une façon non dite de ne leur laisser aucune chance."* Si elle comprend que tous ne soient pas prêts à, comme elle, ouvrir leur porte, Nathalie appelle tout de même à la solidarité, seul moyen de trouver des solutions durables pour les mineurs laissés à la rue.

Faut-il avoir peur d'une Afrique à 2,5 milliards d'habitants ?

Emmanuel Macron espère juguler les vagues de migrants qui traversent la Méditerranée au péril de leur vie, grâce à des "hot spots" en Afrique. Cela suffira-t-il à contenir les envies d'Europe d'un continent dont la population explose ? Éléments de réponse avec des chercheurs qui seront à Lyon en octobre pour les conférences "Et si on en parlait" de l'Université de Lyon, dont *Lyon Capitale* est partenaire.

Le rapport de l'Onu dévoilé mi-septembre a de quoi nourrir tous les fantasmes. Dans les trente prochaines années, la population africaine devrait doubler, pour atteindre 2,5 milliards en 2050. Corollaire, 8 % des 9,8 milliards d'habitants que comptera alors le monde parleront le français. Grâce à l'Afrique. Difficile d'y voir une opportunité cependant, quand l'actualité du moment est portée par l'accroissement des migrations et les drames qu'elles entraînent, dans les traversées du Sahara et de la Méditerranée.

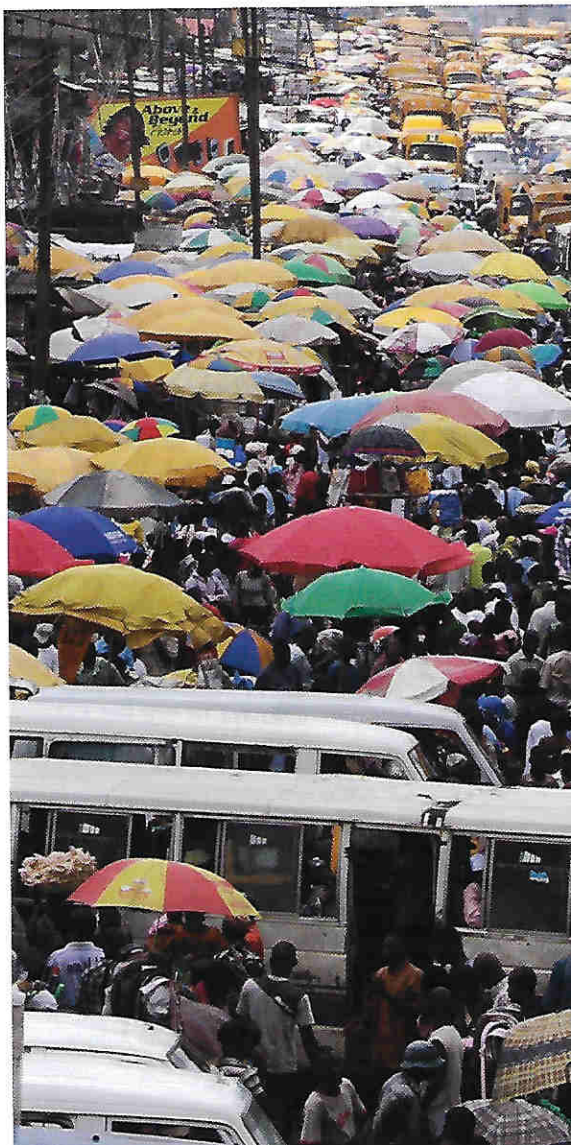
À court terme, Emmanuel Macron a commencé à dessiner cet été ce que serait la solution française : la création de *hot spots*, chargés de repérer le plus en amont possible, au Tchad et au Niger notamment, les réfugiés que la France acceptera d'accueillir et pourra ainsi convoyer en toute sécurité, en escomptant que cela dissuade les autres d'entreprendre le voyage sans espoir au final d'obtenir un titre de séjour. *"Je ne suis pas sûre que cela va être une formule radicale"*, avance la politologue Catherine Wihtol de Wenden, spécialiste des migrations internationales, qui s'inquiète du sort des personnes *"dans l'entre-deux"*, celles qui viennent de pays où elles ne sont pas directement persécutées mais où la situation est préoccupante. *"Je pense que cela ne va pas les dissuader de faire appel à un passeur, car elles ont peu de chance d'être acceptées comme demandeurs d'asile."* Le socio-anthropologue Jacques Barou, spécialiste des migrations, salue quant à lui la volonté de *"traiter les situations le plus en amont possible"* afin d'éviter les traversées en mer extrêmement dangereuses. *"Chaque année, sur le nombre de personnes qui demandent l'asile, 60 % et certaines années 80 % ne l'obtiennent pas et restent ensuite dans des situations de grande précarité car elles ne sont ni renvoyées dans leur pays ni régularisées en France."*

"Si la possibilité d'aller et venir existait, beaucoup moins de personnes sans-papiers se sédentariseraient de manière aléatoire de peur de ne plus pouvoir repartir si elles rentrent chez elles"

Catherine Wihtol de Wenden, politologue spécialiste des migrations internationales

Le chercheur explique que, depuis la réforme de l'asile il y a deux ou trois ans, des fonctionnaires de l'Ofpra (l'Office français de protection des réfugiés et apatrides), spécialisés sur certains pays *"où on sait que les candidats à l'exil se rassemblent"*, s'y rendent pour tenter d'identifier les cas les plus vulnérables et les aider dans leur voyage. Il regrette que la mesure touche relativement peu de monde. Il déplore le cas de nombreux mineurs isolés qui arrivent en France, *"pas nécessairement dans les valises de l'Ofpra mais plutôt amenés par des passeurs"*.

Le président français souhaite aussi apporter une aide au Tchad et à la Libye pour lutter contre ces réseaux de trafiquants illégaux. *"Compte tenu de la situation politique en Libye, je doute qu'il soit vraiment possible de mettre fin à toute la corruption qui existe dans ce pays,* assène Catherine Wihtol de Wenden. *Les gardes-côtes sont très mal payés et ferment donc les yeux sur les départs irréguliers. Dans les pays qui ont mis en place un contrôle des frontières, comme l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, le résultat est très faible pour l'instant. Si des États comme le Maroc n'arrivent pas à maîtriser les départs, je ne vois pas comment la Libye actuelle peut le faire."* Un effet d'annonce de la part d'Emmanuel Macron ? *"Il faut donner du grain à moudre en matière de propositions, sinon on dira que le président français n'en fait aucune,* souligne-t-elle. *Mais je ne sais pas quelle contrepartie il serait possible d'offrir à ces*


© AFP

pays pour qu'ils contrôlent vraiment leurs frontières quand les transferts de fonds des émigrés représentent plus de 10 %, parfois 20 %, des ressources du pays et quand l'économie du passage absorbe une partie du chômage."

Fermer les frontières, une impasse ?

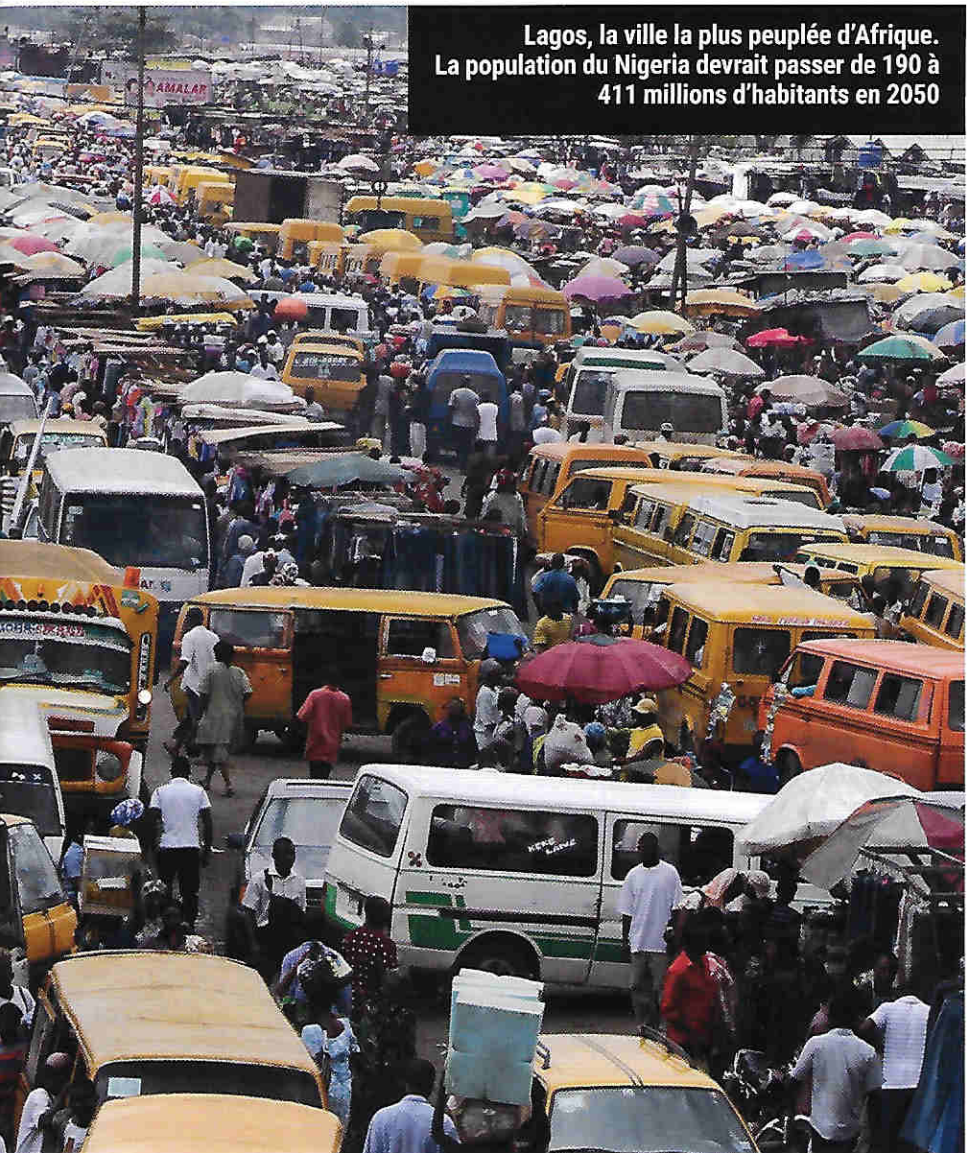
Les solutions pour améliorer la situation se trouvent ailleurs, selon les deux chercheurs. La politologue prône une réouverture du marché du travail dans les pays d'arrivée, dans les secteurs en tension, peu ou moyennement qualifiés. "*Économiquement, on serait gagnant, car les personnes gagneraient plus, seraient consommateurs, paieraient des impôts… Et l'argent n'irait plus dans la poche des passeurs puisque leur voyage deviendrait légal grâce à leur contrat de travail.*" Catherine Wihtol de Wenden préconise aussi la possibilité d'obtenir un visa à entrées multiples ou celle d'aller et venir. "*Moins de personnes se sédentariseraient. C'était d'ailleurs le cas des Tunisiens après la crise de 2011. De nombreux jeunes sont venus en se disant que c'était l'occasion de partir puis au bout d'un moment certains se sont aperçus que ce n'était pas le rêve qu'ils imaginaient et ils sont repartis chez eux. Si la possibilité d'aller et venir existait, beaucoup moins de personnes sans papiers se sédentariseraient de manière aléatoire de peur de ne plus pouvoir repartir si elles rentrent chez elles.*"

"Le monde est un monde de circulations. Il me semble particulièrement essentiel de travailler sur une prise de conscience progressive de ce mouvement humain incontournable"

Yvan Gastaut, historien

Historien spécialiste des migrations, Yvan Gastaut est lui aussi convaincu que la fermeture des frontières ne sera pas une solution. "*L'histoire l'a prouvé : la frontière a tendance à créer de nouvelles difficultés. Le monde est un monde de circulations. Il me semble particulièrement essentiel de travailler sur une prise de conscience progressive de ce mouvement humain incontournable et appelé à se développer.*" Et de poser l'hypothèse qu'une "*Europe fermée attire peut-être davantage. Mais toute l'Asie et toute l'Afrique ne souhaitent pas nécessairement venir chez nous.*" Vu l'accroissement de la population sur Terre, les solutions sont à chercher du côté des pays de départ, comme le pose Jacques Barou : "*Il faudrait que les États pauvres qui voient partir un certain nombre de leurs travailleurs connaissent d'importantes évolutions économiques et des améliorations au niveau du fonctionnement étatique pour leur donner envie de rester.*" Un travail sur les mentalités doit également être opéré, selon le socio-anthropologue. "*Les pays d'Afrique centrale ont un énorme potentiel en matière de développement. Malheureusement une bonne partie des forces vives de ces États, notamment la jeunesse, s'en va à cause de l'image négative qu'ils ont de leurs pays.*" Jacques Barou précise que l'Afrique se développe "*malgré tout*". Il évoque le mouvement "*encore embryonnaire*" de personnes qui ont acquis des compétences en Europe et qui reviennent pour investir dans leur pays. Selon lui, cette dynamique pourrait redonner de l'espoir en Afrique concernant les opportunités offertes par le continent. Sans certitude que cela suffise à relever le défi d'une Afrique à plus de 2 milliards d'habitants en 2050. "*Dans les États aux potentialités encore insuffisamment exploitées, l'accroissement de la main-d'œuvre disponible peut représenter une opportunité*, détaille-t-il. *Par contre, dans les pays pauvres qui n'arrivent pas à faire émerger des activités pouvant générer de l'emploi, cette augmentation de population est plutôt pénalisante.*" Les premiers concernés par cet accroissement sont les jeunes, selon le chercheur. Un potentiel d'énergie, donc. Mais si certains pays ont fait de nombreux efforts en matière d'éducation, d'autres ont complètement délaissé ce domaine. "*Cette jeunesse n'a alors pas la formation de base nécessaire et se retrouve condamnée soit à travailler dans des emplois faiblement qualifiés et pénibles, soit à rester au chômage, soit à partir au loin pour tenter de trouver une solution.*" Et reposer à l'Europe le défi d'un accroissement phénoménal des arrivées de migrants.

/// CLAIRE CHABAL



Lagos, la ville la plus peuplée d'Afrique. La population du Nigeria devrait passer de 190 à 411 millions d'habitants en 2050

Frontières : effacer ou consolider ? La citoyenneté à l'épreuve des migrations. Le 18 octobre, à l'Université de Lyon, animée par Yvan Gastaut et Raphaël Ruffier-Fossoul.